

<https://ecoleetsociete.se-uns.org/Video-d-une-professeure-menacee-pour-une-prise-de-conscience-sans>



école & société

# **Vidéo d'une professeure menacée : pour une prise de conscience sans instrumentalisation politique**

- Société - Actu -  
Date de mise en ligne : mardi 23 octobre 2018

---

**Copyright © ÉCOLE ET SOCIÉTÉ - Tous droits réservés**

---

## **Vidéo d'une professeure menacée : pour une prise de conscience sans instrumentalisation politique**

Le SE-Unsa apporte un soutien total à la professeure du lycée Edouard-Branly de Créteil, doublement victime d'agressions jeudi 18 octobre, la première se déroulant dans la classe où un élève la menace avec une arme factice, la seconde lorsque la vidéo de cette scène est diffusée sur les réseaux sociaux.

Cet événement grave est désormais traité par l'institution Education nationale et la justice. Avant tout pour l'enseignante concernée, il n'a pas à faire l'objet de davantage de commentaires en soi mais le large écho médiatique et politique comme les très nombreux témoignages d'enseignants ayant connu eux-aussi des situations difficiles doivent trouver une issue utile pour l'école.

Pour le SE-Unsa, ils doivent permettre une prise de conscience des difficultés réelles que peuvent rencontrer les personnels dans l'exercice de leurs missions tout en évitant une instrumentalisation politique contre-productive.

Oui, les enseignants peuvent se retrouver lourdement en difficulté face à un élève, un groupe, une classe, y compris dans des écoles ou des établissements apparemment « sans problème ». De très nombreux témoignages sur les réseaux sociaux expriment une souffrance au travail de personnels qui ne se sont pas sentis complètement reconnus ni soutenus pour dépasser des situations souvent traumatisantes. Ils font part de l'isolement, voire de leur sentiment de culpabilité de n'avoir pas su éviter, réagir, reprendre la main...

Les ministres de l'Éducation nationale et de l'intérieur ont annoncé la tenue d'un comité stratégique pour élaborer un plan d'actions. L'arsenal réglementaire et juridique est déjà très complet. Son durcissement serait inopérant et ne constituerait qu'une réponse politicienne à l'actualité. Les plans de sécurisation déjà mis en oeuvre depuis les attentats et l'ajout de portiques, détecteurs de métaux, l'interdiction des téléphones portables ne constituent pas non plus les réponses aux tensions, aux incivilités voire aux menaces qui peuvent être vécues collectivement ou individuellement dans les écoles et les établissements.

Ne pas laisser s'installer une « culture de l'impunité » est une première réponse absolument nécessaire mais elle ne suffit pas à faire de l'École ce lieu de construction serein pour les élèves comme pour les professeurs.

Pour le SE-Unsa, il n'y a pas de réponse simple mais un ensemble de leviers dont l'indispensable consolidation de la cohésion et de la solidarité d'équipes au complet avec des professionnels en nombre suffisant et en confiance, enseignants, CPE, assistants d'éducation, infirmiers, assistants sociaux, psychologues de l'éducation nationale et personnels de direction.

Le SE-Unsa demande qu'avant toute chose, un état des lieux soit mené par une instance indépendante, pour que les difficultés soient référencées et mesurées, que les personnels soient écoutés alors qu'ils ne s'estiment ni suffisamment entendus, ni toujours soutenus.